Rwanda : les Casques bleus s'en vont

Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de réduire considérablement les effectifs de la mission des Nations unies au Rwanda (MINUAR), n'autorisant qu'une présence d'environ 300 militaires au lieu des 2 500 que comptait l'opération avant le retour à la guerre civile depuis deux semaines. Dans une résolution (912) adoptée à l'unanimité, le Conseil a donné son feu vert au maintien d'un « petit groupe » qui servira notamment « d'intermédiaire » entre les forces gouvernementales et les rebelles tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) pour tenter d'imposer un cessez-le-feu. Le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, a estimé que la MINUAR ne pouvait rester « indéfiniment exposée » aux périls et faire face à une situation « de profonde insécurité et de crise humanitaire », alors même « qu'il lui est impossible de s'acquitter des tâches pour l'exécution desquelles elle a été déployée ».

La décision d'un renforcement massif de la Mission a donc été écartée. Quelque mille Casques bleus devaient quitter le Rwanda entre hier et aujourd'hui. Le représentant spécial de l'ONU au Rwanda, Jacques-Roger Booh-Booh, a précisé que ce départ « ne signifie pas que les Nations unies abandonnent le Rwanda à son sort ». Les institutions spécialisées de l'ONU et les organisations humanitaires apportent leur aide aux réfugiés dans les pays voisins, et quelques-unes à la population de Kigali. Mais personne ne semble en mesure d'arrêter la poursuite des massacres.

Ukraine : Tchernobyl reste un danger

Les experts sont unanimes : l'Ukraine doit fermer immédiatement la centrale nucléaire de Tchernobyl dont la sécurité se dégrade dangereusement. Une conférence a même eu lieu à Vienne sur le sujet jeudi et hier. Mais malgré les rapports alarmants et les avertissements répétés ces dernières semaines, notamment de l'Agence internationale à l'énergie atomique, le gouvernement ukrainien refuse, en raison de ses difficultés économiques et de ses besoins énergétiques. Deux incidents, qualifiés de mineurs par les autorités, ont eu lieu à Tchernobyl cette semaine, où deux réacteurs fonctionnent toujours. Huit ans après, le plus grave accident de l'histoire du nucléaire civil n'aurait donc permis de tirer aucune leçon.

La Russie a publié hier des statistiques sur les conséquences de la catastrophe de 1986. Le pays ne trouve pas les moyens de dédommager les six millions de Russes contaminés, devenus des parias de la société. Au moins 6 000 des 300 000 membres des équipes russes ayant participé aux secours sont morts, et près des deux tiers se sont suicidés. Et des centrales russes sont elles aussi menaçantes, malgré l'assurance des autorités de l'industrie nucléaire. Neuf installations ne seraient pas entretenues de façon satisfaisante pour des raisons financières. « Je ne peux pas partager l'optimisme de ceux qui sont persuadés qu'il n'y aura pas de Tchernobyl en Russie », estime Boris Ouvarov, juge d'instruction qui a mené l'enquête sur les causes de la catastrophe.

Japon : un Premier ministre de consensus

Les sept partis de la coalition gouvernementale ont désigné hier Tsutomu Hata **(notre photo)** pour devenir le prochain Premier ministre du Japon, après deux semaines d'âpres négociations. Sur la base d'un programme de gouvernement aux orientations vagues afin de satisfaire des intérêts divergents, il aura la redoutable tâche de constituer une équipe. Le Parlement doit encore confirmer cette désignation lors d'un vote attendu lundi, mais la coalition dispose de la majorité et il n'y aura pas de surprise. Les commentateurs japonais estimaient hier que les conflits dans la coalition n'ont été que momentanément gommés pour permettre sa nomination et sortir de l'impasse politique. M Hata avait indiqué ces derniers jours que son nouveau cabinet

conserverait la plupart des ministres du gouvernement sortant. Les querelles, notamment sur la politique fiscale et la participation du Japon aux arrangements de sécurité internationaux, pourront reprendre

Israël : cessez-le-feu interpalestinien

Le Fatah, la branche principale de l'OLP, et le Hamas, le mouvement de la résistance islamique, ont conclu hier un accord pour mettre fin à plusieurs mois d'affrontements.

Depuis sa création en 1988, le Hamas s'est toujours opposé au Fatah et a vivement critiqué la Déclaration de principes signée le 13 septembre à Washington entre Israël et l'OLP. Le Hamas est également responsable de nombreux attentats anti-israéliens, notamment deux attaques suicide menées ces dernières semaines contre des autobus qui ont coûté la vie à 12 Israéliens. Par ailleurs, la radio israélienne a annoncé jeudi soir que le Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, rencontrera le chef de l'OLP, Yasser Arafat, la première semaine de mai afin de parachever les négociations et de signer l'accord sur l'autonomie palestinienne à Gaza et Jéricho. Les discussions doivent reprendre demain au Caire.

Corée du Nord : inspections nucléaires sous conditions

La Corée du Nord a accepté que l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) supervise le remplacement du combustible irradié d'un de ses réacteurs nucléaires. L'AIEA a toutefois posé ses conditions. « Nos inspecteurs doivent pouvoir effectuer en toute liberté les contrôles nécessaires et prélever notamment des échantillons du combustible irradié pour faire la preuve qu'il n'y a pas eu détournement de matériel fissile à des fins militaires », a précisé le porte-parole.

L'agence soupçonne en effet ce centre de retraitement de servir à produire du plutonium nécessaire à la fabrication de l'arme atomique. Le secrétaire américain à la Défense William Perry a annoncé hier que les Etats-Unis demanderont au Conseil de sécurité de l'ONU des sanctions économiques à la Corée du Nord ne donne pas son autorisation à l'AIEA.

Allemagne : arrestation d'« Oncle Picsou »

La police berlinoise a enfin mis la main sur le maître chanteur qui se faisait appeler « Oncle Picsou » et la tournait en ridicule depuis deux ans dans un jeu de cache-cache. L'homme, âgé de 44 ans, a été arrêté vendredi dans une cabine téléphonique de la capitale allemande, alors qu'il tentait de prendre un nouveau rendez-vous pour une remise de rançon. Il réclamait depuis mai 1992 1,4 million de deutschemarks (4,6 millions de francs) à la chaîne d'alimentation Karstadt, sous peine de commettre des attentats. Avec le temps, il semblait plus motivé par le plaisir de narguer la police par des scénarios rocambolesques que par l'argent.

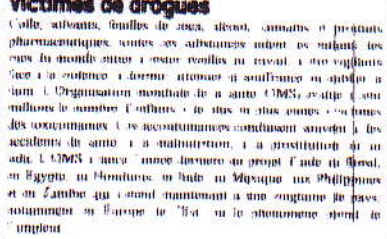
Danemark : la transmission du sida passible de prison

Un projet de loi relatif à la transmission du sida sera prochainement proposé au Parlement danois où il est certain de recueillir une large majorité. Une fois sa mise en application, les séropositifs et les malades du sida pourront encourir jusqu'à quatre ans de prison s'ils ont négligé de prendre les précautions ou de prévenir leurs partenaires. De nombreux médecins sont opposés à l'application de cette loi. Ils craignent un effet de défiance, certaines personnes pouvant hésiter à se faire voir à elles devenant exposé à prison à la suite de contamination. Le Danemark comptait près de 4 000 séropositifs.

Cent millions d'enfants victimes de drogues

Colle, aliments, feuilles de coca, alcool, cannabis et produits pharmaceutiques : toutes ces substances mettent en danger les cent millions de jeunes travailleurs du monde, soit un enfant sur cinq âgé de 5 à 14 ans. Atteints de souffrance ou atrophie à cause de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), avant 15 ans, millions de jeunes Indiens, de plus en plus jeunes, « victimes des toxicomanies. Ces accoutumances conduisent souvent à des accidents du travail, à la malnutrition, à la prostitution et au sida. L'OMS a lancé mercredi dernier un projet d'aide au travail, en Egypte, au Honduras, en Inde, au Mexique, aux Philippines et au Zambie qui s'étend maintenant à une centaine de pays, notamment en Europe de l'Est ou le phénomène prend de l'ampleur.

Lénine se consomme à Moscou



Lénine a dû se retourner une fois de plus dans sa tombe. Pour le 124e anniversaire de sa naissance hier de jeunes Russes vendaient à Moscou des tee-shirts « McLenin'i » **(notre photo)**, sans doute plus influencés par les restaurants McDonald qui font fureur dans la capitale que par l'histoire du père fondateur de l'ex-Union soviétique. Quelques centaines de nostalgiques du communisme se sont rassemblés devant le mausolée sur la place Rouge, portant des drapeaux frappés de la faucille et du marteau. La veille, la télévision de la CEI a présenté un documentaire révélant que Lénine mourant aurait demandé à Staline de lui procurer du poison, afin d'abréger ses souffrances.

● **Allemagne.** Les députés allemands ont adopté hier au Bundestag une loi sur l'assurance-dépendance. Quelque 1,6 million de personnes âgées nécessitant des soins à domicile ou en institution recevront une aide financée à part égale par les salariés et les employeurs. En guise de compensation pour les entreprises, un jour férié sera supprimé.

● **Nagorny Karabakh.** La station de télévision russe Ostankino a annoncé que les combats de jeudi entre forces azerbaïdjanaises et arméniennes au Nagorny Karabakh, enclave azerbaïdjanaise peuplée majoritairement d'Arméniens, ont fait 70 morts.

● **Iran.** L'imam de la prière du vendredi à Machdad (nord-est de l'Iran), Abai-Khorassani, a été blessé par balles hier durant le prêche hebdomadaire. Son état a toutefois été jugé « satisfaisant » et l'agresseur a été immédiatement arrêté.

● **Allemagne.** La justice allemande a fait procéder à des perquisitions hier à Munich dans des locaux du parti d'extrême droite les Républicains, dont les membres sont suspectés d'avoir participé à un attentat raciste à Cologne en octobre 1991.

AGENDA

● **Rocard.** Le premier secrétaire du Parti socialiste, Michel Rocard, assistera lundi à Lisbonne aux cérémonies commémoratives de la Révolution des œillets, qui renversa la dictature en 1974, à l'invitation du Parti socialiste portugais.

Etats-Unis : Nixon dans un coma profond

L'état de santé de l'ancien président américain Richard Nixon s'est détérioré. M. Nixon est plongé depuis jeudi soir dans un coma profond, selon un communiqué de l'hôpital de New York où il a été admis lundi soir après une attaque d'apoplexie.

Haïti : Washington veut un embargo total

Les Etats-Unis vont demander au Conseil de sécurité de l'ONU d'élargir les sanctions en vigueur contre Haïti pour les transformer en embargo commercial total, à l'exception des produits alimentaires et de nature humanitaire. L'embargo décrété en octobre ne porte que sur les armes et le pétrole. Cette décision américaine résulte du refus des militaires de remettre le pouvoir au président Jean-Bertrand Aristide.

Corée du Sud : démission du Premier ministre

Le Premier ministre sud-coréen Lee Hoi-Chang a démissionné hier après seulement quatre mois à la tête du gouvernement. Il avait mal accepté de se voir relégué au second rang derrière un groupe spécial constitué pour traiter de la crise provoquée par la politique nucléaire de la Corée du Nord. Le président Kim Young-Sam a nommé le Premier ministre adjoint Lee Yung-Duk à sa place.

Liban : arrestation du chef des Forces libanaises

Samir Geagea, le chef de l'ancienne milice chrétienne, aura eu à peine le temps de démentir qu'un mandat d'amener lui avait été notifié qu'il était appréhendé à son domicile jeudi soir par la police militaire. Il a été arrêté à son quartier général de Ghedras, situé en plein pays chrétien, à 35 km au nord-ouest de Beyrouth. A priori, aucune charge n'a été retenue contre lui. Selon le communiqué officiel, M. Geagea ne doit être qu'interrogé sur l'attentat à l'explosif qui a tué 10 fidèles en février dernier dans une église du nord de Beyrouth et sur l'assassinat, en octobre 1990, du dirigeant chrétien — et rival de M. Geagea — Dany Chamoun, sa femme et ses deux enfants.

Ukraine : Kravtchouk poussé vers la sortie

Lors de la dernière séance du Soviet suprême hier à Kiev avant l'installation du nouveau Parlement issu des premières élections législatives libres, les parlementaires ont rejeté un report de l'élection présidentielle. Le président ukrainien Leonid Kravtchouk a donc perdu sa dernière chance.

EUROPE

Le « cauchemar » grec

« Quatre mois de cauchemar ». Voilà comment Theodoros Pangalos **(notre photo)**, le ministre grec des Affaires européennes, juge la présidence grecque du Conseil des ministres de l'Union européenne depuis le début de l'année. Il fait part de ses états d'âme dans une interview publiée hier par « Ta Nea ». « La présidence demande une occupation de 24 heures sur 24, et j'ai vraiment vécu quatre mois de cauchemar d'une telle manière que je ne voudrais pas répéter. » Et pour les deux mois qui restent avant de passer le témoin à l'Allemagne le 1er juillet, « Ça passera », espère-t-il. Il aurait peut-être dû écouter le compositeur grec Mikis Theodorakis qui a appelé « les intellectuels grecs à faire pression sur le gouvernement pour que la Grèce sorte de l'Union européenne ». Il a expliqué que la Grèce « doit saisir l'occasion », maintenant que ses partenaires européens « l'offensent » (sans doute en saisissant la Cour européenne de justice pour lui faire abandonner l'embargo qu'elle impose à la Macédoine), pour « leur dire que s'ils ne veulent pas d'elle, elle veut encore dix fois moins d'eux ». Voire.

● **Peine de mort.** Le gouvernement de la Flandre a l'intention de demander à l'assemblée législative de la région flamande de la Belgique de ratifier le protocole n° 6 de la Convention européenne des droits de l'homme supprimant la peine de mort. Bien qu'elle figure encore dans le Code pénal, la peine capitale n'est plus appliquée en Belgique depuis la Seconde Guerre mondiale.

● **Docteur Suicide.** La prison du « Dr Suicide » Jack Kevorkian est ouverte à Detroit, aux Etats-Unis. Il est poursuivi pour avoir aidé un homme de 30 ans, atteint d'une grave maladie, à mettre fin à ses jours. Il a déjà été mêlé à plusieurs enquêtes, mais c'est la première fois qu'il est mis en cause. Il a abandonné la médecine pour assister un malade. Cette fois, il risque quatre ans de prison et une amende. Jusque-là, l'Etat du Michigan n'avait pas de loi pour une nouvelle ère du suicide assisté.

● **Criminalité.** Les chefs de la police européenne, réunis à Copenhague, jeudi, se sont déclarés inquiets de la criminalité qui augmente en Europe de l'Est, de l'accroissement du nombre de crimes violents, du trafic de la peine capitale et du trafic de voitures volées. Ils ont appelé à coopérer pour lutter contre certaines criminalités, en particulier contre le trafic de stupéfiants.

● **Divorce.** Selon une étude sur le mariage et la famille en France, les mariages sont de plus en plus fragiles, en raison d'une recrudescence des divorces et de la violence au foyer. Près d'un mariage sur sept se termine par un divorce et un mari sur sept avoue avoir battu son épouse.

● **Maisons closes.** Un comité dirigé par un ancien député a annoncé hier qu'il déposerait un projet de référendum sur la réouverture des maisons closes en Italie. Selon Antonio Bruno, « elle procurerait à l'Etat des rentrées fiscales à hauteur de plusieurs milliards de lires, aux prostituées la sécurité d'une vieillesse serein, aux hommes surtout des garanties sanitaires qui permettraient certainement une réduction des risques du sida ». Et personne n'y a pensé plus tôt !